



“Souveraineté” vis à vis de Bruxelles, pas de Washington

L’art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 29 mai 2018

[ilmanifesto.it](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Aujourd’hui 21 des 27 pays de l’UE, avec environ 90 % de la population de l’Union, font partie de l’Otan, dont les « règles » permettent aux USA de garder, depuis 1949, la charge de Commandant suprême allié en Europe et tous les autres commandements clé ; elles permettent aux États-Unis de déterminer les choix politiques et stratégiques de l’Alliance, en les accordant, en sous-main, surtout avec l’Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, en les faisant ensuite approuver par le Conseil de l’Atlantique Nord, dans lequel selon les « règles » Otan il n’y a pas de vote ni de décision à la majorité, mais où les décisions sont toujours prises à l’unanimité.

Steve Bannon -ex stratège de Donald Trump, théoricien du national-populisme- a fait part de son enthousiaste soutien à l’alliance Stelle pour “le gouvernement du changement”. Dans une interview (Sky TG24, 26 mai) il a déclaré : “La question fondamentale, en Italie en mars, a été la question de la souveraineté. Le résultat des élections a montré ces Italiens qui voulaient reprendre leur souveraineté, le contrôle sur leur pays. Ça suffit, ces règles qui arrivent de Bruxelles”. Mais il ne dit pas “Ça suffit, ces règles qui arrivent de Washington”.

Ce qui fait pression sur l’Italie pour en orienter les choix politiques, ce n’est pas seulement l’Union européenne, dominée par les puissants cercles économiques et financiers surtout allemands et français, qui redoutent une rupture des “règles” servant leurs intérêts. Une forte pression est exercée sur l’Italie, de façon moins évidente mais non moins invasive, par les Etats-Unis qui redoutent une rupture des “règles” subordonnant l’Italie à leurs intérêts économiques et stratégiques. Cela fait partie des politiques que Washington adopte à l’égard de l’Europe, à travers diverses administrations et avec des méthodes diverses, poursuivant le même objectif : garder l’Europe sous l’influence étasunienne.

L’outil fondamental de cette stratégie est l’Otan. Le Traité de Maastricht stipule, à l’Art. 42, que “l’Union respecte les obligations de certains Etats membres, lesquels considèrent que leur défense commune se réalise par l’intermédiaire de l’Otan”. Et le protocole n° 10 sur la coopération stipule que l’Otan “reste le fondement de la défense” de l’Union européenne.

Aujourd’hui 21 des 27 pays de l’Ue, avec environ 90% de la population de l’Union, font partie de l’Otan, dont les “règles” permettent aux USA de garder, depuis 1949, la charge de Commandant suprême allié en Europe et tous les autres commandements clé ; elles

permettent aux Etats-Unis de déterminer les choix politiques et stratégiques de l'Alliance, en les accordant, en sous-main, surtout avec l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, en les faisant ensuite approuver par le Conseil de l'Atlantique Nord, dans lequel selon les "règles" Otan il n'y a pas de vote ni de décision à la majorité, mais où les décisions sont toujours prises à l'unanimité.

L'entrée dans l'Otan des pays de l'Est -autrefois membres du Pacte de Varsovie, de la Fédération Yougoslave et même de l'URSS- a permis aux Etats-Unis de lier ces pays, auxquels s'ajoutent l'Ukraine et la Géorgie de fait déjà dans l'Otan, plus à Washington qu'à Bruxelles. Washington a pu ainsi pousser l'Europe dans une nouvelle guerre froide, en faisant d'elle la première ligne d'un affrontement de plus en plus dangereux avec la Russie, affrontement au service des intérêts politiques, économiques et stratégiques des Etats-Unis.

Emblématique est le fait que, exactement pendant la semaine où en Europe on débattait âprement de la "question italienne", a débarqué à Anvers (Belgique), sans provoquer aucune réaction significative, la 1^{ère} Brigade blindée de la 1^{ère} Division étasunienne de cavalerie, provenant de Fort Hood au Texas. Ont débarqué 3.000 soldats, avec 87 chars d'assaut Abrams M-1, 125 véhicules de combat Bradley, 18 canons autopropulsés Paladin, 976 véhicules militaires et autres équipements, qui seront déployés dans cinq bases en Pologne et de là envoyés au bord du territoire russe.

Ainsi continue-t-on à "améliorer la rapidité et la létalité des forces USA en Europe", en dépensant, depuis 2015, 16,5 milliards de dollars. C'est justement pendant que débarquaient en Europe les chars d'assaut envoyés par Washington que Steve Bannon incitait les Italiens et les Européens à "reprendre leur souveraineté" vis à vis de Bruxelles.

Manlio Dinucci

Article original en italien :



[«Sovranità» da Bruxelles, non da Washington](#)

Edition de mardi 29 mai 2018 de *il manifesto*

<https://ilmanifesto.it/sovranita-da-bruxelles-non-da-washington/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © [Manlio Dinucci](#), ilmanifesto.it, 2018

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé de Global Research (Canada). Prix international de journalisme 2019 pour Analyse géostratégique du Club de Periodistas de México.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca